

# L'INDÉPENDANCE DU GHANA

Le 6 mars, l'ancienne colonie britannique de la Côte-de-l'Or a célébré son accession à l'indépendance politique, symbolisée par son nouveau nom de Ghana.

Un ensemble de traits sociaux et économiques originaires ont facilité le passage du Ghana à la liberté politique par une voie relativement pacifique.

D'une part, la question agraire ne s'y pose pas avec acuité. Le sol — au moins dans la partie sud du pays, la plus riche — est principalement divisé en petites et moyennes propriétés qui assurent aux agriculteurs un niveau de vie supportable, essentiellement grâce à la culture de l'arbre à cacao. Le Ghana fournit 30 % de la production mondiale de cacao et la foule des petits producteurs en tire un relatif bien-être. Pour des raisons climatiques et physiologiques, les Anglais n'ont pas réussi à transformer les terres arables en zone de peuplement britannique, ce qui a évité à la Côte-de-l'Or de connaître le sort du Kenya ou de l'Afrique du Nord.

Pour des motifs semblables, le négoce est resté entre les mains des autochtones, à la différence de nombreux pays de l'Afrique noire française et anglaise où des minorités originaires des métropoles, de l'Asie et du Levant trustent les activités commerciales. Il en est résulté la constitution d'une bourgeoisie moyenne, prospère et consciente d'elle-même, formée de négociants, de hauts fonctionnaires, de membres des professions libérales. La colonisation, britannique et autre, s'est limitée au contrôle des points-clés de la vie économique: Grandes Banques, Mines (Or et Bauxite), Transports maritimes, Assurances... En outre une filiale du grand trust international UNILEVER, la United Africa Company, contrôle le tiers des importations et est le plus fort acheteur des exportations de cacao.

Ces conditions particulières ont permis à la bourgeoisie de prendre la tête du mouvement national sans craindre de voir ultérieurement le mouvement des masses — surtout paysannes — lui échapper. Par ailleurs, l'impérialisme a reconnu en elle un partenaire valable dont l'ambition se limite maintenant à partager avec lui les fruits du développement économique.

Néanmoins, l'émancipation politique ne s'est pas effectuée sans luttes. Le mouvement de libération a pris naissance vers 1920, époque où les couches commerçantes et agricoles s'organisent politiquement sous la direction de Casely Hayford, puis du Docteur Danguah. En 1946, le Gouvernement travailliste accepte l'institution d'un Parlement à majorité indigène. En 1947, Kwame N'Krumah devient Secrétaire général de la Convention Unie, principal mouvement du pays. Mais celui-ci n'a pas un caractère assez populaire pour lutter efficacement contre l'Administration britannique, alors décidée à refuser toute nouvelle concession. N'Krumah entrevoit alors l'issue favorable pour sa classe: Il scissionne en 1949, fonde le parti populaire de la Convention, fait appel à l'action des masses paysannes et ouvrières. Une grève générale éclate. N'Krumah est arrêté, mais les élections de 1951 donnent à son parti une majorité écrasante. L'impérialisme change alors sa tactique. Il passe un compromis avec N'Krumah qui est tiré de prison pour former le gouvernement. En six ans, la bourgeoisie ghanaienne donne suffisamment de preuves de sa « maturité » pour que les Anglais lui reconnaissent la capacité d'assurer elle-même leur domination indirecte sur les pays.

Quelles sont les perspectives qui s'ouvrent pour le nouvel Etat et quelles conséquences vont en résulter pour le reste de l'Afrique?

La situation économique présente a été dépeinte sous les couleurs les plus brillantes: Budgets et balances commerciales excédentaires depuis plusieurs années, réseau efficace de voies ferrées et de routes, ports modernes, standard de vie supérieur à celui du Portugal, de l'Espagne, de la Yougoslavie, de l'Albanie, de la Bulgarie... On projette l'aménagement hydro-électrique de la Volta, en vue de créer une industrie de transformation de la Bauxite en aluminium par le procédé électrolytique.

Au point de vue politique, les gouvernants voudraient s'orienter vers une démocratie à l'occidentale, ce qui réjouit le cœur de Nixon, vice-président des USA, venu assister aux fêtes de l'Indépendance.

Cependant, une appréciation complète des perspec-

tives d'avenir du Ghana doit tenir compte des points suivants:

1. La prospérité actuelle dépend de la vente du cacao. Les aléas de la monoculture sont très bien connus. Ils pèsent sur les possibilités d'investissements autochtones qui sont basées sur la différence entre le prix payé au producteur et le tarif d'exportation (1). Malgré les assurances de N'Krumah, les capitaux étrangers hésitent à financer l'industrialisation du pays.

2. Le maintien de la dépendance économique et l'appartenance à la zone sterling gênent également ces possibilités de développement économique par les ressources autochtones. Bien que le Ghana gagne beaucoup plus de dollars qu'il n'en dépense pour les importations, le niveau de celles-ci est limité par la situation de la balance des paiements de la zone sterling. On saisit ici les conséquences néfastes du maintien des liens économiques avec la métropole, tarte à la crème des « libéraux », des centristes et des stalinistes!

3. Un début de prise de conscience se manifeste dans la classe ouvrière encore peu nombreuse. Elle critique l'augmentation du coût de la vie (qui a doublé en 9 ans alors que les salaires n'ont augmenté que de 20 %), l'absence des assurances maladie et vieillesse et l'insuffisance des allocations familiales.

Malgré ces aspects négatifs, l'accès du Ghana à l'indépendance politique est, globalement, un facteur extrêmement important pour la cause de l'émancipation africaine.

Il a d'abord une valeur d'exemple et de symbole pour tous les Africains noirs dont la confiance en leurs propres forces sera affermie.

N'Krumah appuie l'idée des Etats-Unis d'Afrique Noire qui sera prochainement la réponse principale des masses africaines aux difficultés de tous ordres qu'elles auront à résoudre: Déjouer les tentatives de division impérialistes, surmonter les égoïsmes des bourgeoisies indigènes, assurer le développement harmonieux de la vie économique de l'Afrique, et enfin, « last but not least », libérer leurs frères d'Afrique du Sud, de Rhodésie et du Kenya, soumis aux sauvages traitements que leur inflige des minorités blanches prétendument « civilisées ». F. DESCHAMPS.

(1) Certaines années, l'Office du Cacao l'a acheté environ 135.000 fr. la tonne pour le revendre plus de 500.000 francs.

## Nouvelle saisie de "L'Etudiant d'Afrique noire"

Pour la troisième fois en l'espace de quelques mois le gouvernement a saisi « L'Etudiant d'Afrique Noire » qui est l'organe de la Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France. Ce fait illustre mieux que tout autre commentaire le vrai dessein de la politique prétendument libérale inaugurée en Afrique Noire sous l'auspice de Defferre-Houphouët-Boigny.

« L'Etudiant d'Afrique Noire » exprimant mieux que députés et ministres africains en exercice les aspirations des masses africaines et de son ardente jeunesse, dévoile crûment les pièges de la loi-cadre et dénonce la répression sanglante qui sévit au Cameroun. « L'Etudiant d'Afrique Noire » a le tort de combattre pour l'émancipation du continent africain qui passe par son indépendance surmontant en même temps le morcellement entretenu par l'impérialisme. Les étudiants d'Afrique occupent une place d'avant-garde dans le mouvement de masse comme nous avons déjà eu l'occasion de l'indiquer. C'est ce

qui leur vaut les foudres de Mollet-Defferre-Houphouët.

Dans le numéro qui vient d'être saisi, il convient de signaler en particulier l'article: « La Balkanisation de l'Afrique » qui proteste contre « les prétendues réformes qui tendent en fait à morceler l'Afrique Noire en une série de « républiques » dotées d'une apparence de pouvoirs », ainsi qu'une étude: « Autour de l'unité politique en Afrique Noire » soulevant les problèmes de l'unité politique en cours de réalisation en Afrique Noire.

L'éditorial très incisif intitulé « Sous les plis du drapeau tricolore » s'élève violemment contre le déchaînement de la répression au Cameroun et

crie: halte à la guerre! Il conclut par cet avertissement: « Plus généralement, il faut instituer partout le dialogue en Afrique; mais encore faudrait-il répudier avant tout la politique des paroles creuses et des forces déployées, car si cette politique continue, l'Afrique Noire se lèvera tout entière pour la mise en déroute des forces impérialistes déchaînées à travers le Continent. »

Nous assurons nos camarades étudiants d'Afrique Noire de notre entière solidarité et nous nous élevons une fois de plus contre l'arbitraire que fait régner le gouvernement à direction socialiste.

## PROTESTATION DE LA FÉDÉRATION DES ÉTUDIANTS D'AFRIQUE NOIRE EN FRANCE

Une fois de plus, en l'espace de trois mois, le gouvernement social-colonialiste Mollet-Defferre a saisi arbitrairement « L'Etudiant d'Afrique Noire ».

Déjà, sans motifs avoués, le compte-chèque postal du journal a été bloqué à la suite de la précédente saisie.

Pourquoi cet acharnement?

C'est que « L'Etudiant d'Afrique Noire » gêne le gouvernement.

C'est que « L'Etudiant d'Afrique Noire » fait éclater la vérité sur l'effroyable oppression subie par le peuple africain.

C'est que « L'Etudiant d'Afrique Noire » rompt le silence entretenu par le gouvernement et sa presse sur la guerre colonialiste au Kameroun.

C'est que « L'Etudiant d'Afrique Noire » démasque la mystification de la soi-disant autonomie imposée à l'Afrique Noire.

C'est que « L'Etudiant d'Afrique Noire » dénonce systématiquement la trahison des valets africains du colonialisme.

En frappant « L'Etudiant d'Afrique Noire », le gouvernement Mollet veut étouffer la voix du peuple africain. Et pour ce faire, n'hésite pas à bafouer une fois de plus les libertés démocratiques. Fidèle à la politique de force contre les peuples coloniaux, il fait un pas de plus dans la voie du fascisme et de l'étouffement des libertés en Afrique Noire.

La Fédération des Etudiants d'Afrique Noire élève une protestation véhémement contre l'arbitraire gouvernemental et adjure tous les Africains, tous les démocrates, au nom des intérêts vitaux du peuple africain et du peuple français, au nom des principes les plus élémentaires de liberté et de justice, de protester avec elle, et de répondre au gouvernement en aidant puissamment « L'Etudiant d'Afrique Noire ».

### ABONNEZ-VOUS

à « La Vérité des Travailleurs »  
bi-mensuelle

— 6 mois: 12 numéros .. 300 fr.

— 1 an: 24 numéros .... 600 fr.

— Sous pli fermé, respectivement ..... 600 et 1.200 fr.

Réglez par mandat:

C.C.P. 6965-68 Paris

64, rue de Richelieu, Paris-2<sup>e</sup>.